

MANIFESTE

POUR UNE INSURRECTION GENERALISEE AU GABON

Appel des Gabonais des Etats-Unis aux Hommes Politiques et à la Société Civile

MOMOH. CETTE FOIS. LES BONGO DOIVENT PARTIR. MARS 2011?

TUNISIE 2011: Le 17 décembre 2010, **Mohamed Bouazizi**, jeune Tunisien de 26 ans et vendeur ambulant de fruits et de légumes dont la marchandise avait été confisquée par les autorités, **pour protester, s'asperge d'essence et s'immole par le feu** devant le siège du gouvernorat de sa municipalité de Sidi Bouzid. Les Tunisiens de la diaspora sont indignés par cette énième forfaiture du régime Ben Ali. Ils utilisent Internet pour diligenter la protestation avec leurs compatriotes du pays. **Les Tunisiens se soulèvent et disent, « Momoh. Pas cette fois ». C'est l'insurrection.** Le 14 janvier 2011, c'est-à-dire **29 jours seulement après le début de la révolte, le dictateur Zine el-Abidine Ben Ali dégage et prend la fuite. Ce triomphe du peuple, c'est la Révolution tunisienne de janvier 2011.**

EGYPTE 2011: Le peuple égyptien, confronté au chômage chronique et à la corruption, avec en toile de fond une dictature militaire qui, depuis 1967, réprime la liberté d'expression et se livre **à la torture et aux brutalités policières**, n'en peut plus. De la diaspora, des Egyptiens utilisent Internet pour coordonner avec leurs compatriotes du pays une « Journée de la colère » pour le 25 janvier 2011. Le peuple se soulève pour dire **« Momoh. Pas cette fois ».** **C'est l'insurrection.** Des grèves éclatent partout. Tous les secteurs sont touchés: transport, banques, pétrole, textile, sidérurgie, Bourse, chemins de fer, poste, médias, hôpitaux, fonction publique et, même, la police. Le 11 février 2011, c'est-à-dire **18 jours seulement après le début de l'insurrection**, Hosni Moubarak (30 ans au pouvoir) est renversé par l'armée. **Ce triomphe du peuple, c'est la Révolution égyptienne de février 2011.**

GABON 2011: Le peuple gabonais, comme les peuples tunisien et égyptien, est confronté depuis 44 ans aux exactions des Bongo qui ont instauré dans le pays un régime de monarchie où le pouvoir se transmet désormais de père en fils. Entre Papa Bongo (42 ans au pouvoir) et Ali Bongo (qui vise 28 ans au pouvoir??), le Gabon est en passe d'être dirigé par la même famille pendant 70 ans!!!! Pire, le pays vit actuellement une résurgence despotique marquée par le règne de la terreur: suppression de la liberté d'expression et de circuler, arrestations arbitraires, jugements politiques sommaires, dissolution abusive de partis politiques, épuration ethnique dans les administrations publiques, disparitions d'activistes, intimidations et brutalités policières. Le peuple gabonais n'en peut plus. Alors, **le triomphe du peuple gabonais, c'est la Révolution gabonaise de 2011!?! Pourquoi pas? Qui a peur des Bongo dans ce pays?**

Mais pourquoi les leaders de l'opposition sont-ils toujours prompts à négocier des compromissions au rabais avec le pouvoir, et à toujours ramener le pays au point zéro? Rénovation zéro. Conférence nationale zéro. Démocratie zéro. Accords de Paris zéro. Accords d'Arambo zéro. Elections zéro. Refondation zéro. Emergence zéro. Combien d'accords zéro faut-il pour que nous comprenions que rien de bon ne peut se passer au Gabon tant que les Bongo sont au pouvoir? Quand nos leaders comprendront-ils que le changement au Gabon ne viendra ni par les urnes ni par la bonne volonté d'une famille Bongo trop animalisée pour comprendre les douleurs d'un peuple en souffrance?

Pierre Mamboundou est déjà en campagne électorale et, avec le soutien de l'UPG et de l'ACR, est en discussion ouverte pour le partage du pouvoir avec Ali Bongo. **Pourquoi? L'UN, parti récemment dissout, et les membres de la Coalition des Partis Politiques pour l'Alternance (CPPA)**, malgré le désir pourtant avéré des Gabonais d'en découdre et d'en finir avec les Bongo, sont déjà en posture de négociation avec Ali Bongo. **Pourquoi?**

La biométrie n'a jamais garanti la transparence des élections, encore moins la victoire de l'opposition. C'est un faux débat. Les listes électorales fiables sont également un faux débat car inutiles dans un système construit autour de la fraude et dont la Cour constitutionnelle peut à tout moment déclarer des résultats autres que ceux sortis des urnes. Seule une Réforme globale des institutions dans le cadre d'une conférence nationale souveraine garantirait la démocratie au Gabon. Il faut refondre la constitution, avec au bout de nouvelles élections présidentielles et législatives anticipées. Toute réforme et toute négociation qui n'auraient pas pour but le départ des Bongo est inacceptable pour le peuple.

Les Bongo se croient plus forts que le peuple. Ils se trompent. Ils ne connaissent pas les vrais Gabonais.

Il arrive dans la vie de toute nation un moment clé de son existence où l'impératif de convergence des aspirations du peuple en vue de l'affirmation de l'intérêt national s'impose. Ce moment est là. Ce moment nous interpelle tous. La diaspora des USA opte résolument pour une Révolution en bonne et due forme au Gabon. Elle soutient tous actes insurrectionnels d'où qu'ils viennent. Elle appelle à l'ingouvernabilité permanente au Gabon. Personne ne laissera un biafro imposturé prendre en otage les **vrais Gabonais**. Le Gabon n'appartient pas aux Bongo.

La **Déclaration d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique du 4 juillet 1776** dit que *« tous les hommes sont créés égaux; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. (...) Toutes les fois qu'une forme de gouvernement devient destructive de ce but, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir et d'établir un nouveau gouvernement, en le fondant sur les principes et en l'organisant en la forme qui lui paraîtront les plus propres à lui donner la sûreté et le bonheur. (...) Lorsqu'une longue suite d'abus et d'usurpations, tendant invariablement au même but, marque le dessein de (...) soumettre [les hommes] au despotisme absolu, il est de leur droit, il est de leur devoir de rejeter un tel gouvernement (...) ». **Les Déclarations***

françaises des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 et 1793 disent que «*tout acte exercé contre un homme hors des cas et sans les formes que la loi détermine, est arbitraire et tyrannique ; celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence a le droit de le repousser par la force (...)*», et que «*Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs*».

Ainsi, **nous, Gabonais des Etats-Unis opposés à l'arbitraire des Bongo** proposons la création urgente d'un **Conseil National de la Résistance** pour les besoins de la coordination et de l'amplification de la Révolution actuellement en gestation au Gabon; demandons instamment aux hommes politiques et de la société civile au Gabon comme dans la diaspora d'arrêter toute négociation avec le régime et de contribuer, **dans ce cadre**, à la coordination, fédération, consolidation et nationalisation des aspirations du peuple pour un changement immédiat par le moyen de l'insurrection. Comme en Tunisie, comme en Egypte. Si les autres peuples le peuvent, pourquoi pas les Gabonais?

A Monsieur Mba Obame, à l'Union Nationale et au CPPA, nous demandons l'arrêt immédiat de toutes négociations courantes ou futures avec le régime des Bongo et l'adoption de stratégies communes et nationales visant à attiser le feu de l'insurrection qui couve actuellement au Gabon; pour que les actes posés jusque-là ne soient plus perçus comme des actes concernant uniquement Mba Obame et l'Union Nationale, nous demandons la nationalisation immédiate et urgente du débat insurrectionnel: le message doit être celui non seulement d'une plus forte et plus totale fédération et mobilisation des forces vives de la nation (politiques, associatives, syndicales, estudiantines, villageoises, etc.), mais également celui du «maintenant ou jamais» qui engagerait le peuple. **La diaspora gabonaise aux USA et ailleurs est prête à y contribuer dans le cadre du Conseil National de la Résistance dont nous proposons ici la création urgente.**

A Monsieur Pierre Mamboundou, à l'UPG et à l'ACR, nous demandons le dépassement et l'abnégation. Nous voulons non seulement l'arrêt des négociations avec la dictature en place, mais surtout une déclaration forte rendant caducs les pourparlers et compromissions entre l'UPG/ACR et le régime des Bongo. En vous reposent, en ce moment crucial de l'histoire du Gabon, l'avenir du pays. Que vous le vouliez ou pas, la constellation UPG/ACR détient, au minimum, le 1/3 de la force sociologique du Gabon, au même titre que la constellation UN/CPPA, qui détient, au minimum, l'autre 1/3. Le seul impératif doit être, non pas de participer à une énième élection ingagnable et perdue d'avance, mais de tout faire pour défaire les Bongo. Faisons-le dans le cadre du Conseil National de la Résistance proposé. N'allez pas à contre-courant des aspirations du peuple. Ne choisissez pas les Bongo au détriment du peuple.

Aux pédégistes qui soutiennent Ali Bongo: vous souffrez tout autant de la mauvaise gestion des Bongo que le reste des Gabonais. Vous crevez dans les mêmes vieux hôpitaux mouroids que le reste du peuple. Les Bongo et leurs complices eux vont se faire soigner en Europe aux frais de votre sang. Ils s'offrent même le luxe d'aller mourir comme des rats en Espagne. Les Bongo empêchent même vos enfants de rêver de devenir un jour Présidents du Gabon. Ils ont juré que tant qu'un Bongo sera vivant, aucun autre Gabonais, même du PDG, ne peut accéder au pouvoir. Cela nous révolte. Rejetez le bongoïsme et rejoignez le reste des Gabonais pour dire aux Bongo: «**Momoh. Pas cette fois**».

Aux corps armés gabonais, au Parlement et à la Cour constitutionnelle, nous disons que le jour où Monsieur Ali Bongo Ondimba est allé se mettre à genoux comme un crapaud apprivoisé aux pieds des Francs-Maçons français pour proclamer, dans la vidéo que tout le monde a vue sur Internet, qu'il ne servira que leurs intérêts, il a commis un odieux crime contre la République et la Constitution. Sa déclaration d'allégeance exclusive aux Francs-Maçons constitue non seulement une humiliation nationale, mais aussi une répudiation sans équivoque de son serment à la République gabonaise, serment qui exige une seule loyauté, la loyauté envers la République et le peuple gabonais. Dès lors, **Ali Bongo doit être mis aux arrêts et condamné pour crime de haute trahison.** Le Conseil National de la Résistance vous appelle au patriotisme, à l'affirmation de l'état de droit. Rejetez le bongoïsme et choisissez le Gabon.

Aux syndicats et groupements de la société civile: arrêtez d'appeler au dialogue avec un régime qui s'y refuse depuis 1967. Le peuple attend de vous une radicalisation et, surtout, une politisation de votre discours, comme l'ont fait les Tunisiens et les Egyptiens. L'histoire du Gabon le montre: quand les syndicats et la société civile ont politisé leur discours dès 1989, et ce malgré le parti unique, Omar Bongo a cédé et accepté le principe de la conférence nationale. Le discours insurrectionnel doit être tenu par tout le monde, comme en 1990, sans relâche, sinon on échouera. Formons ensemble le Conseil National de la Résistance. Fédérons, nationalisons le débat, en vue de l'insurrection du peuple.

Aux étudiants et à la jeunesse gabonaise des universités, lycées, collèges et écoles, nous lançons un appel à la mobilisation. Vous souffrez du manque de paiement régulier de vos bourses déjà maigres face à la vie chère du Gabon et d'ailleurs; vous vous débattiez dans des structures éducationnelles vétustes et honteuses; vos parents et vous-mêmes subissez le coût exorbitant des études, la faillite du système éducatif gabonais et des frustrations diverses qui viennent compliquer vos vies au moment où, pourtant, vous vous apprêtez à prendre la relève de vos aînés dans la gestion de la chose publique. Mais le régime Bongo vous a fermé l'horizon et a animalisé vos aspirations. Il est donc temps, comme en 1990, de vous lancer dans le combat pour la libération nationale finale. La grève que vous lançâtes en 1990 fut le déclencheur des grands événements qui apportèrent la conférence nationale et le multipartisme au Gabon. Votre rôle est encore plus nécessaire aujourd'hui qu'hier. Ne décevez pas la nation. Ne décevez pas vos propres aspirations. **Organisons ensemble l'ingouvernabilité permanente au Gabon, pour que cesse le règne animal des Bongo.**

Obama l'a dit en 2010: Il soutiendra la jeunesse africaine si cette jeunesse lui montre qu'elle veut la liberté, la dignité. En Egypte, Obama a lâché un allié de 30 ans de l'Amérique quand les jeunes ont dit, **en seulement 18 jours**, «**Moubarak. Momoh. Pas cette fois**». Au Gabon, nous devons aussi tous dire: «**Ali Bongo? Momoh. Pas cette fois**». Obama attend. Nous, on attend quoi? **Gabon. Mars 2011. Pourquoi pas?** Vive le Gabon des vrais Gabonais. Vive le Gabon des jeunes et des patriotes qui disent qu'ils sont fatigués, qu'ils en ont marre des animalités des Bongo.

Fait le 19 février 2011 à Montclair, New Jersey, Etats-Unis d'Amérique.

(Prière de distribuer sur toute l'étendue du territoire national et partout où nécessaire)